

CMD

CA

ALIMAGNIDOKPO

N° 014/CA du Répertoire

N° 90-24/CA du greffe

Arrêt du 18 avril 2002

AFFAIRE : ALIMAGNIDOKPO V. LEOPOLD
C/
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 02 août 1990 enregistrée au Greffe de la Cour sous n° 0052/GCS du 22 août 1990, par laquelle Monsieur ALIMAGNIDOKPO V. Léopold, Ex-Inspecteur de Police S/C Monsieur HOUSOU Grégoire, BP n° 732 Cotonou, a introduit à la Cour un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision n° 032/PR/CAB/MIL du 26 mars 1984 du Ministre de la Défense, le radiant du contrôle de la Police ;

Vu les lettres n° 009/91/LAF/NDJ du 21 janvier 1991 et 098/92/LAF/EY du 10 août 1992 par lesquelles Maître Louis A. FIDEGNON a respectivement notifié à la Cour d'une part sa constitution aux intérêts du requérant, d'autre part sa déconstitution, étant sans nouvelles de son client ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 310 du 04 décembre 1990 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller-Rapporteur **Grégoire ALAYE** en son

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

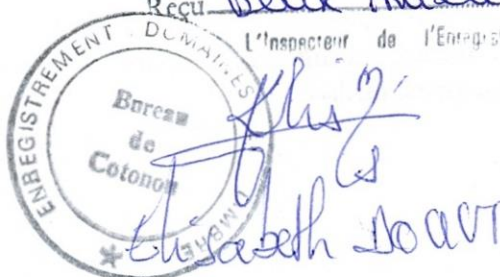
Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

DE = 2000^F

Enregistré à Cotonou le 30/7/02

Fo 24 Case 3118-3 rapport ;

Reçu Deux mille Fcs
L'Inspecteur de l'Enregistrement



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Notifié L/n° 1487-1491/GCS du 07/04/2004
PG-es d/n° 1509/GCS du 07/04/2004

Vu corrigé

EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que l'Article 68 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisée dispose :

« le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification » ;

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois sus-mentionnée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi ;

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent.... » ;

Considérant que le requérant ayant eu connaissance de la décision querellée depuis mai 1984, avait, en application des dispositions de l'article 68 de l'Ordonnance n° 21/PR, deux mois pour saisir l'autorité administrative de son recours hiérarchique ou gracieux ; qu'en ne la saisissant de sa demande gracieuse, dans la première hypothèse, que courant novembre 1984 et dans la deuxième hypothèse, que le 06 juillet 1990, le requérant n'a pas observé les prescriptions de la loi ;

Considérant en outre, qu'en n'introduisant son recours contentieux que le 02 août 1990, sa requête est tardive ;



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : le recours du requérant en date du 02 août 1990 contre la décision n° 032/PR/CAB/MIL du 26 mars 1984 du Ministre de la Défense Nationale, le radiant du Contrôle de la Police, est irrecevable.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite à Monsieur ALIMAGNIDOKPO V. Léopold, au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT;

Grégoire ALAYE

et

Joachim AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi 18 avril deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,



